



Arrêt

**n° 123 388 du 29 avril 2014
dans l'affaire X / I**

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA le CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 25 octobre 2013 par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 30 septembre 2013.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu le rapport écrit de la partie défenderesse du 18 février 2014.

Vu la note en réplique de la partie requérante du 4 mars 2014.

Vu l'arrêt n° 120 777 du 17 mars 2014

Vu l'ordonnance du 25 mars 2014 convoquant les parties à l'audience du 29 avril 2014.

Entendu, en son rapport, O. ROISIN, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me M. SASSE loco Me C. DE MULDER, avocat, et C. HUPE, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

«A. Faits invoqués

Vous dites être de nationalité congolaise et d'origine ethnique du Manianga. Selon vos déclarations, vous avez 44 ans. Vous avez vécu depuis votre naissance à Kinshasa, où vous avez obtenu un graduat en philosophie en 1999. Vous avez voulu devenir prêtre. Vous avez étudié à Rome entre 2000 et 2007,

et avez obtenu une maîtrise en théologie, puis vous avez effectué un stage en France jusqu'en 2009. Vous avez quitté la vie religieuse en 2010 et vous vous êtes installé à Luozi pour y être enseignant. Vous avez une fiancée qui vit à Kinshasa, vous vous voyez pendant vos loisirs. Vous n'êtes membre d'aucun parti politique, de telles activités étant interdites aux religieux. Toutefois, en quittant la vie religieuse, vous êtes devenu sympathisant de l'ONG la Voix des Sans Voix, à laquelle vous transmettiez des informations concernant la situation dans votre région. En 2012, vous avez entamé un travail de recherche documentaire sur l'église Bundu Dia Kongo. Le 6 juillet 2013, alors que vous étiez au centre-ville de Kinshasa, vous avez été enlevé par des agents de l'ANR (Agence Nationale de Renseignements), qui vous ont accusé d'être un informateur de la Voix des Sans Voix. Vous avez été détenu dans une maison inconnue pendant cinq jours. Les agents ont saisi votre ordinateur dans lequel ils ont trouvé votre travail sur le Bundu Dia Kongo, et vous ont reproché d'être l'idéologue de cette église. Vous avez été libéré grâce à l'intervention d'un ami religieux, probablement moyennant finances. On vous a laissé partir en vous disant de ne pas quitter Kinshasa car vous alliez être reconvoqué. Vous êtes resté chez votre ami religieux qui a estimé que vous deviez quitter le pays. Le 15 juillet 2013, vous avez quitté le Congo RDC pour le Congo Brazzaville en prenant le bac à Kimbamba. Le 23 juillet 2013, vous avez pris l'avion à Brazzaville, muni de documents d'emprunt et vous êtes arrivé en Belgique le lendemain. Vous avez demandé l'asile le 25 juillet 2013, car vous craignez les autorités de votre pays qui vous reprochent d'être un informateur de l'ONG la Voix des Sans Voix et d'être l'idéologue de l'église Bundu Dia Kongo.

B. Motivation

Après analyse de vos déclarations, le Commissariat général considère qu'il n'est pas possible de vous reconnaître la qualité de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Pour les mêmes raisons, vos déclarations ne permettent pas non plus de conclure à l'existence, dans votre chef, d'un risque réel de subir des atteintes graves visées par l'article 48/4 de la loi sur les étrangers (Loi du 15 décembre 1980) et relatif à la protection subsidiaire pour les motifs suivants.

En effet, vous expliquez à l'appui de votre demande d'asile que les autorités de votre pays vous reprochent vos activités pour l'ONG la Voix des Sans Voix d'une part et d'être l'idéologue de l'église Bundu Dia Kongo d'autre part (voir rapport d'audition, pp. 10, 22).

Premièrement, vous dites que vous avez été arrêté à cause de votre collaboration avec l'ONG la Voix des Sans Voix. Cependant, vous n'avez pas établi dans votre chef la réalité d'une crainte de persécution à cet égard.

D'abord, vous dites que vous êtes devenu sympathisant de l'ONG en 2010, vous n'en êtes pas membre (voir rapport d'audition, pp.7, 8). Vous n'avez jamais assisté à aucune réunion, ni à aucune autre activité en lien avec l'ONG (voir rapport d'audition, p.12). Vous correspondiez avec eux par e-mails lorsque vous constatiez des violations des droits de l'homme, vous utilisiez pour ce faire l'adresse de contact général que l'on trouve sur la page d'accueil du site Internet de l'organisation. Vous n'avez jamais eu de réponse personnelle à vos e-mails, vous n'avez jamais eu de contacts avec aucun membre de l'organisation, vous ne les connaissez d'ailleurs pas (voir rapport d'audition, p.12).

Pour préciser les occasions pour lesquelles vous avez transmis des informations, vous en mentionnez trois : l'une en 2010 au moment de l'arrestation d'une vingtaine d'intellectuels dans votre région, l'autre en 2011, au moment de la publication du résultat des élections, la troisième en 2012, lors de querelles entre le pouvoir et l'église Bundu Dia Kongo (voir rapport d'audition, pp.13, 14). Toutefois vous n'avez pas convaincu le Commissariat général que ces contacts étaient de nature à constituer le motif de votre arrestation pour les raisons suivantes :

Concernant les arrestations de 2010, vous dites qu'une vingtaine d'intellectuels de votre région ont été arrêtés, chez eux, sans procédure. Certes, vous dites que certains d'entre eux faisaient partie d'un groupe pastoral auquel vous participiez aussi, qui voulait sensibiliser la population avant les élections, mais vous ne savez préciser ni le nom ni la fonction des personnes arrêtées, ni les circonstances de leur arrestation. Vous avez appris cet événement « par le bouche à oreille, comme tout le monde » (voir rapport d'audition, pp.15, 16).

Force est de constater que ces éléments ne sont pas de nature à constituer dans votre chef une crainte de persécution. En effet, les informations que vous donnez sont vagues, incomplètes et de nature générale, connues de tout le monde ; les personnes impliquées ont été libérées (voir rapport d'audition,

p.16). Vous ne mentionnez aucun problème dans votre chef ni en 2010 ni pendant les trois années qui ont suivi cet événement (voir rapport d'audition, pp.10, 11, 23).

Concernant le contact que vous avez eu en 2011, vous précisez que vous n'avez pas transmis d'informations en tant que tel, mais vous avez écrit à l'ONG pour leur faire part de vos réflexions, que par ailleurs vous avez publiées sur votre compte personnel Facebook (voir rapport d'audition, p.16). Vous ne mentionnez aucun problème à cet égard.

Ensuite, invité à préciser le contact que vous avez mentionné avec l'ONG en rapport avec des « querelles » entre le pouvoir et le Bundu Dia Kongo en 2012 et des arrestations (voir rapport d'audition, pp.13, 14), vous répondez que vous n'avez pas eu de contact avec l'ONG à ce sujet (voir rapport d'audition, p.17). Force est de constater que ces propos ne correspondent pas à ce que vous avez déclaré plus tôt en audition, au moment d'énumérer les circonstances pour lesquelles vous avez fourni des informations à la Voix des Sans Voix.

Enfin, le Commissariat général ne voit pas pourquoi les autorités congolaises s'en sont prises à vous en juillet 2013. Vous répondez à cela qu'il y a peut-être un lien entre votre arrestation et l'ouverture du procès Chebeya (voir rapport d'audition, p.23). Notons que c'est pure supputation de votre part. En effet, vous n'avez aucun lien avec ce procès (voir rapport d'audition, p.23).

De plus, vu la nature générale des informations que vous dites avoir fournies, le caractère vague et contradictoire de vos propos au sujet des informations fournies, vu le nombre réduit de contacts que vous avez eus avec l'ONG (deux en tout), vous n'avez pas établi la réalité dans votre chef, d'un profil d'informateur de la Voix des Sans Voix qui soit de nature à constituer pour vous une crainte de persécution.

En conclusion de quoi, vous n'avez pas établi la crédibilité des circonstances de votre arrestation. Partant, votre détention et les craintes qui en découlent ne sont pas établies non plus.

Deuxièmement, vous n'avez pas établi une crainte de persécution dans votre chef en lien avec l'église Bundu Dia Kongo.

Notons que cette accusation n'est pas à l'origine de votre arrestation (voir rapport d'audition, pp.22, 23).

De plus, vous n'êtes pas membre de cette église (voir rapport d'audition, p. 16).

Ensuite, vous basez cette accusation sur deux éléments : d'abord vous étiez en train d'effectuer un travail documentaire sur cette église, travail dont l'ébauche se trouvait dans votre ordinateur saisi au moment de votre arrestation ; ensuite vous êtes originaire de la même région et de la même ethnie que le fondateur de cette église (voir rapport d'audition, p.22).

Notons d'abord que votre arrestation n'étant pas établie pour les motifs analysés ci-dessus, les circonstances dans lesquelles les autorités congolaises ont eu connaissance de votre travail documentaire ne sont pas établies non-plus.

Dès lors, le Commissariat général ne voit pas pour quelle raison les autorités congolaises vous accuseraient d'être idéologue du Bundu Dia Kongo sur seule base du fait que vous êtes de même origine que le fondateur.

Concernant votre travail documentaire, vous n'avez pas établi qu'il était de nature à constituer pour vous une crainte de persécution.

Ainsi vous expliquez qu'il était à l'état d'ébauche (voir rapport d'audition, p.19) : vous avez réfléchi au sujet, vous avez lu les documents existants et établi une bibliographie, sur base de recherches effectuées en bibliothèque à l'université de Luozi (voir rapport d'audition, p.18). Vous ne mentionnez aucun problème au cours de l'année et demie au cours de laquelle vous avez travaillé sur ce projet, sauf à dire que vous manquiez de temps et que vous ne trouviez pas toujours ce que vous cherchiez. Vous comptiez faire des interviews mais vous n'aviez encore contacté personne (voir rapport d'audition, p.18). Enfin, vous dites vous-même que le mouvement Bundu Dia Kongo est interdit mais pas l'activité scientifique de recherche (voir rapport d'audition, p.19).

En raison des éléments relevés ci-dessus, vous n'êtes pas parvenu à convaincre le Commissariat général qu'il existe dans votre chef une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève. Dans la mesure où les faits que vous invoquez pour vous voir reconnaître la qualité de réfugié manquent de crédibilité, le Commissariat général n'aperçoit aucun élément susceptible d'établir, sur la base de ces mêmes faits, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans votre pays d'origine, vous encourrez un risque réel de subir des atteintes graves visées dans la définition de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête introductive d'instance

2.1 Dans la requête, la partie requérante confirme fonder sa demande sur les faits tels qu'ils sont exposés dans la décision entreprise.

2.2 La partie requérante critique la motivation de la décision attaquée.

2.3 En termes de dispositif, la partie requérante demande au Conseil de réformer l'acte attaqué et en conséquence, à titre principal, de lui reconnaître la qualité de réfugié ou, à titre subsidiaire, de lui octroyer le statut de protection subsidiaire.

3. Eléments nouveaux

3.1 En annexe à sa requête, la partie requérante a produit les éléments suivants :

- un témoignage d'un prêtre daté du 11 septembre 2013 ;
- un témoignage d'un agent de l'ANR daté du 11 septembre 2013 ;
- un rapport de Human Rights Watch daté de septembre 2013 relatif à la situation en République Démocratique du Congo ;
- un rapport de la MONUC daté de mai 2008 relatif aux événements survenus dans le Bas-Congo en février et mars 2008 ;
- un document de réponse de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié au Canada daté d'avril 2011 relatif au mouvement Bundu dia Kongo ;
- un document relatif à Bundu Dia Kongo.

3.2 Par une télécopie datée du 29 janvier 2014, la partie requérante a fait parvenir au Conseil une attestation émanant de la Voix des Sans Voix datée du 22 novembre 2013.

3.3 A l'audience du 30 janvier 2014, le requérant a produit les pièces suivantes :

- copie de l'attestation de la Voix des Sans Voix ;
- un article rédigé par le requérant daté du 29 juin 2012 ;
- un diplôme d'Etat ;
- des bulletins scolaires ;
- un diplôme de gradué en philosophie ;
- un diplôme de licence en Théologie ;
- une attestation de naissance ;
- copie de son passeport.

4. Rétroactes

4.1 La partie requérante a introduit la présente demande d'asile le 25 juillet 2013 qui a fait l'objet, le 30 septembre 2013, d'une décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides lui refusant la qualité de réfugié et le statut de protection subsidiaire. Le 25 octobre 2013, la partie requérante a introduit un recours contre cette décision devant le Conseil.

Celui-ci a rendu une ordonnance sur base de l'article 39/73, §§ 1^{er} et 2 de la loi du 15 décembre 1980. Suite à la réception d'une demande d'être entendu et des nouveaux éléments, le Conseil a, conformément à l'article 39/76, §1^{er}, alinéa 3 ordonné au Commissaire général d'examiner les éléments

nouveaux et de lui transmettre un rapport écrit. Ce rapport a été transmis au Conseil en date du 18 février 2014. Le 4 mars 2014, la partie requérante a fait parvenir au Conseil une note en réplique.

4.2 Par un arrêt n°120 777 du 17 mars 2014, le Conseil a considéré qu'il y avait lieu de rouvrir les débats et de renvoyer l'affaire au rôle général.

5. Examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

5.1 L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit : « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ». Ledit article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, modifiée par son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, relatifs au statut des réfugiés (ci-après dénommée la Convention de Genève) précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».

5.2 Le Commissaire général refuse de reconnaître la qualité de réfugié aux parties requérantes pour différents motifs (voy. ci-avant « 1. L'actes attaqué »).

5.3 La parties requérante conteste en substance la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de l'espèce et des nouveaux éléments produits.

5.4 Le Conseil rappelle avant tout que dans le cadre d'un recours en plein contentieux, il jouit d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « *soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...]. Le Conseil n'est dès lors pas lié par le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision : la compétence de « confirmation » ne peut clairement pas être interprétée dans ce sens. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...]* » (v. Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 51 2479/001, p. 95).

5.5 Il ressort des arguments en présence que le débat entre les parties porte essentiellement sur la crédibilité des faits invoqués et, partant, de la crainte alléguée.

5.6 Dès lors que le requérant affirme avoir été arrêté en raison de sa collaboration avec l'organisation non gouvernementale La Voix des Sans Voix, le Conseil estime que c'est à bon droit et pertinemment que la partie défenderesse a pu relever le caractère vague et peu détaillé des propos du requérant quant à sa collaboration avec ce mouvement. Il considère que la partie défenderesse a pu à bon droit être d'avis que le requérant restait en défaut d'établir pourquoi les autorités congolaises l'avaient arrêté au vu du caractère général des informations transmises par lui. En ce que le requérant invoque dans son audition et dans sa requête, l'ouverture du procès Chebeya, il s'agit d'une pure supputation non étayée.

5.7 Dès lors qu'il ressort des propos du requérant que son travail relatif au mouvement Bundu dia Kongo était à l'état d'ébauche le Conseil se rallie aux motifs de la décision querellée relatifs au manque de crédibilité des propos du requérant quant à son arrestation en raison de son travail sur ce mouvement ou de son appartenance à la même ethnie que son leader.

5.8 Le Conseil considère que les considérations émises en termes de requête quant à la situation des opposants en RDC ne sont pas de nature à rétablir la crédibilité des propos du requérant. S'agissant des rapports annexés à la requête, le Conseil rappelle à cet égard que la simple invocation de rapports faisant état, de manière générale, de discriminations ou de violations des droits de l'homme dans un pays, ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays a des raisons de craindre d'être persécuté ou encourt un risque réel d'être soumis à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants. Il incombe au demandeur de démontrer *in concreto* qu'il a personnellement des raisons de craindre d'être

persécuté ou qu'il encourt un risque réel d'atteinte grave, au regard des informations disponibles sur son pays.

5.9 A propos des témoignages, le Conseil, à l'instar de la partie défenderesse dans sa note et son rapport, estime que ces correspondances privées, dont par leur nature le conseil ne peut vérifier l'identité de leurs auteurs et les circonstances de leur rédaction, ne peuvent se voir octroyer une force probante telle qu'elles puissent suffire à rétablir la crédibilité du récit du requérant.

Le Conseil se rallie également à l'argument de la partie défenderesse consistant à relever l'incohérence de voir un membre des services de sécurité révéler son identité et pointer le caractère arbitraire d'une arrestation. L'explication avancée dans le mémoire en réplique selon laquelle cet agent de l'ANR a privilégié sa relation avec le prêtre ne convainc nullement le Conseil.

5.10 S'agissant de l'attestation de la Voix des Sans Voix, il ressort du rapport écrit de la partie défenderesse qu'un responsable de cette ONG a fait savoir que son institution ne délivrait pas d'attestations à des victimes, qu'elle n'avait eu de personne de contact sur le terrain à Luozi qu'en 2008, que l'en-tête et la signature figurant sur cette attestation n'étaient pas corrects. Au vu de ces différents éléments, le Conseil estime que cette pièce n'est pas de nature à rétablir la crédibilité du récit du requérant. La note en réplique entend jeter le discrédit sur les informations de la partie défenderesse mais reste en défaut de fournir le moindre élément concret permettant de mettre à mal la fiabilité et la pertinence des informations de la partie défenderesse.

5.11 Au vu des développements qui précèdent, le Conseil estime que le Commissaire général a exposé à suffisance les raisons pour lesquelles il parvient à la conclusion que la partie requérante n'établit ni la réalité des faits invoqués, ni le bien-fondé de la crainte alléguée.

5.12 Au vu de ce qui précède, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève. Cette constatation rend inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande.

6. Examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

6.1 Aux termes de l'article 48/4, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, « *Le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4* ». Selon le paragraphe 2 de l'article précité, sont considérés comme atteintes graves, la peine de mort ou l'exécution, la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine et les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

6.2 Le Conseil observe que la partie requérante n'invoque pas d'autres éléments que ceux qui sont à la base de sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié et ne fait pas valoir d'autres moyens que ceux déjà invoqués pour contester la décision, en ce que celle-ci lui refuse la qualité de réfugié.

6.3 Dans la mesure où le Conseil estime que les faits allégués par la partie requérante pour se voir reconnaître la qualité de réfugié manquent de crédibilité, il n'aperçoit en l'espèce aucun élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, la requérante encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980.

6.4 D'autre part, la partie requérante ne développe aucune argumentation qui permette de considérer que la situation dans son pays d'origine, à Kinshasa ou au Bas-Congo, correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil n'aperçoit pour sa part aucune indication de l'existence de sérieux motifs de croire qu'elle serait exposée, en cas de retour dans son pays, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens dudit article.

6.5 En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder à la partie requérante la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4, § 2, de la loi du 15 décembre 1980.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-neuf avril deux mille quatorze par :

M. O. ROISIN, président f. f., juge au contentieux des étrangers,

M. F. VAN ROOTEN, greffier assumé.

Le greffier,

Le Président,

F. VAN ROOTEN

O. ROISIN